

CHEVALIER, Michel, "Le progrès par les libertés économiques", *l'Économiste belge*, 1867, 29-31+42-45.

I.

Messieurs,

En recommençant le cours d'économie politique du Collège de France, je ne peux m'empêcher de comparer la situation à laquelle, grâce au progrès des idées et des choses, cette science est parvenu aujourd'hui, avec celle qu'elle avait lorsque j'eus l'honneur d'être élu pour remplacer dans cette chaire un maître illustre, M. Rossi. Alors la position de la science économique était plus que modeste. Les gouvernements et les nations la considéraient comme un jeu d'esprit bon à tuer le temps dans les académies et alimenter les discussion d'une catégorie d'écrivains qui passait pour n'être la pas plus amusante. Les économistes, dans ce temps-là, étaient réputés des idéologues de première classe. Ils étaient même mois que cela, car je me souviens d'une séance, d'une grande assemblée consultative le conseil général du commerce) ou l'un des adversaires des libertés vantées par l'économie politique menaça les professeurs, s'ils continuaient à recommander le principe de la liberté commerciale, de les casser aux gages ; c'était son expression, comme s'il se fût agi de valets. Certains esprits chagrins, chargés pourtant de grandes fonctions dans l'État, contestaient ouvertement à l'économie politique la qualité de science, quoiqu'elle fût chassée parmi les branches des connaissances humaines représentées à l'institut, dont ces personnages étaient membres. Tel était l'état des choses en 1840. les temps sont biens changés ; les gouvernements aujourd'hui font à l'économie politique la place qui convient. Ils s'efforcent de la propager, et en qui est plus important, de la pratiquer. Les nations l'étudient, l'écoutent et adoptent ses maximes. Les manufacturiers, qui jadis se coalisaient pour l'accabler de leur dédain ou de leur colère, rendent hommage à la justesse de ses enseignements ; l'expérience leur a montré qu'au lieu de nuire à leurs intérêts, elle leur rendait de grands services , et qu'au lieu d'appauvrir les individus et l'État, ses conseils et ses inspirations tendaient à les enrichir. De même que leurs patrons, les populations ouvrières ont compris la puissance magique ce que le grand ressort est pour une horloge. Chaque jour on les voit se rallier davantage à ce principe second, et cette adhésion n'est pas de celles qui sont passagères, parce qu'elle dérive à la fois de l'intérêt public et de l'intérêt particulier.

L'intérêt public, en effet, exige la reconnaissance chaque jour plus complète de principe de la liberté du travail. Si quelqu'un en doutait, je me lui dirais pas seulement d'ouvrir les livres pour les lire et les méditer, je lui demanderais de promener ses regards sur l'Europe, sur le monde. Quels sont les États que l'observateur reconnaît pour investis d'une puissance solide, si ce n'est ceux où la liberté du travail est chassé à un rang élevé parmi les libertés publiques ? Existe-t-il même des libertés publiques qui ne soient pas éphémères, là où la liberté du travail ne serait pas largement admise en droit et en fait ? L'heureuse réaction de la liberté du travail sur toutes les autres libertés publiques n'est-elle pas évidente ?

Nous voici sur un terrain où il n'est pas inopportun de faire une station, car nous y rencontrons un préjugé passablement répandu, qu'il serait bien utile de déraciner. Il consiste à croire qu'il n'y a aucune solidarité entre les libertés économiques, qui viennent toutes se résumer dans la liberté du travail, et le reste du faisceau des libertés des peuples. Préjugé bien regrettable, car il s'est emparé de l'esprit de quelques hommes éminents, zélés pour la liberté en général, qui de la sorte ont été plus qu'indifférents pour la liberté du travail, et même s'en sont faits les adversaires par l'approbation qu'ils ont donnée au système réglementaire, par l'appui qu'ils ont prêté à différents monopoles. Si on préjugé fortement établi n'était pas un obstacle à tout examen, il ne leur aurait pourtant pas fallu longtemps, à ces hommes distingués pour reconnaître qu'en séparant ce qu'à indissolublement uni la nature des choses, les libertés de l'ordre économique et les libertés de l'ordre politique, ils nuisaient au progrès même de la civilisation et étaient dupes d'une illusion grossière. Je vous en fait juges, messieurs.

Supposez un gouvernement qui, tout en se croyant libéral, dédaignerait la liberté du travail, la regardant comme chose infime ou accessoire. Il ne se gênera point, malgré sa cocarde libérale, pour soumettre l'industrie à des règlements arbitraires, pour l'entraver et l'asservir, sous prétexte de quelque convenance passagères ; il ne se gênera point pour la frapper d'impôts exorbitants, dont il n'apercevra que le produit immédiat, sans songer aux inconvénients et au mal qui en découleront dans un prochain avenir. Par exemple, pour avoir du revenu à tout prix, il n'hésitera pas à soumettre les matières premières de l'industrie à des droits considérables à la frontière, ou bien, dans l'intérieur même du pays, il établira ou laissera établir des taxes locales sur ces mêmes matières premières, des taxes lourdes, au risque d'obliger l'industrie à fuir les grands centres de population, c'est à dire les lieux où l'industrie est indispensable pour nourrir des habitants. Par ces différents procédés, il tuera la poule aux œufs d'or ; il arrêtera ou restreindra le développement de la richesse nationale, qui est une force pour les États comme une source de bien-être pour les individus. Il empêchera la formation des capitaux, puissants auxiliaires de l'affranchissement des classes pauvres. Or, je vous le demande, quand un gouvernement aura pris l'habitude de ces mauvais procédés de ces abus, de ces violences, quand il ne trouvera rien que de naturel à opprimer les citoyens dans leur travail, c'est à dire dans leur vie quotidienne, peut-on espérer qu'il s'arrêtera lorsqu'il croira qu'il peut lui être avantageux de violer les autres libertés des citoyens, quelles que ces libertés puissent être ? Ah ! Messieurs, un pays où l'on aurait contracté l'habitude de ne pas compter avec la liberté du travail serait bien près de subir le despotisme à tous les points de vue.

Supposez, au contraire, un gouvernement qui se soit fait une loi de respecter la liberté du travail, d'en laisser à la nation la jouissance pleine et entière : un tel gouvernement, lorsqu'il aura des règlements à tracer se préoccupera de ne pas contrarier cette liberté éminemment populaire dont ont besoin toutes les classes sans exception. Lorsqu'il s'agira de quelque nouvel impôt, il se demandera si la liberté du travail n'aura pas à en souffrir, si les transactions, les échanges, le labeur du pauvre comme les entreprises du riche, n'en recevront pas quelque atteinte. Sa sollicitude constante sera de ménager la poule aux œufs d'or, afin d'en augmenter la fécondité. Ce sera pour lui un souci de tous les instants de maintenir dans toute sa puissance, en la maintenant libre, l'activité des populations qui cultivent les champs, qui animent les ateliers de leur industrieuse présence. Quand un gouvernement a pris cette coutume de respecter les droits des peuples et d'en ménager les intérêts à toute les heures du jour, dans cette infinité d'actes dont se compose l'existence 'une nation vouée au travail, il est bien difficile qu'il ne devienne pas plein de respect pour tous les autres droits de la nation.

Maintenant si vous envisagez à part l'intérêt particulier des populations ouvrières, vous découvrez sans peine qu'elles ont grandement à attendre de la liberté du travail. Les sociétés modernes se plaisent à offrir à ces classes, autrefois déshéritées le bienfait d'une instruction de plus en plus variée et étendue , celui d'un système de communications de plus en plus économiques et de plus en plus multipliées, et elles se préparent à y joindre le bienfait du crédit mis de plus en plus à la portée de quiconque en sera digne. Dans de telles conditions, la liberté du travail devient une ressource admirable pour tout homme qui aime à travailler et s'y livre avec résolution, avec esprit d'ordre, avec bonne conduite. L'est vrai que, pour se soutenir, le faible et le pauvre ont grand besoin d'avoir aussi l'appui de l'association, mais elle-même l'association libre est une des manifestations les plus directes de la liberté des transactions, qui fait une seule et même chose avec la liberté du travail.

En un mot, messieurs, tandis que pour les classes riches ou aisées la liberté du travail et le moyen légitime d'accroître leur richesse ou leur aisance, pour la classe la plus nombreuse c'est mieux encore ; moyennant les auxiliaires que je viens d'indiquer, c'est tout un patrimoine.

C'est parce que le principe de la liberté du travail a acquis depuis un quart de siècle cette importance, cette popularité, cette consistance et cette valeur pratique aux yeux des nations et des gouvernements, c'est pour cela que l'économie politique elle-même est devenue un personnage. Si vous regardez en

arrière, il vous sera aisé de constater que depuis un quart de siècle le principe de la liberté du travail a jeté des racines profondes dans l'opinion publique et dans les institutions des États. Pendant ce quart de siècle aussi, de grands faits économiques occupent un espace beaucoup plus étendu. La politique des États s'est inspirée de l'économie politique bien plus que dans le passé, et il faut se féliciter de cette alliance, parce que l'économie politique, par sa nature même, réclame pour la justice. Autant elle est dans son élément au contact des forces pacifiques employées à produire la richesse, autant elle repousse l'ascendant de la force brutale. Il n'y a pas de conciliation possible entre elle et la violence. Elle est particulièrement l'amie et la protectrice des droits qui, avant 1789, étaient méconnus, et des intérêts qui, avant cette date à jamais mémorable, étaient foulés aux pieds.

II.

Ce n'est pas en présence d'un auditoire éclairé tel que celui que me fait l'honneur de m'écouter que j'ai lieu d'insister pour établir que, depuis bientôt un siècle, il se passe dans le monde quelque chose de grand et d'inconnu jusqu'ici. C'est une rénovation qui s'opère. La forme des gouvernements a été profondément changée ; mais les modifications qu'on observe ne se bornent pas à la politique proprement dite, c'est à dire aux rapports des peuples avec ceux qui sont chargés de gérer leurs intérêts. C'est la société elle-même qui se transforme. Le caractère le plus manifeste de la transformation, c'est que des avantages autrefois réservés à une minorité soient à la portée d'un nombre toujours croissant et deviennent graduellement accessibles à tous, en supposant qu'ils n'aient pas été rendus tels immédiatement. En d'autres termes, les chances d'avenir tendent sans cesse à s'égaliser parmi les hommes. Pour la bonne assiette de cet édifice, si différent des sociétés anciennes, une base matérielle et absolument nécessaire. Parlons sans métaphore et allons au fait : afin de pourvoir à tous les besoins nouveaux qu'elle reconnaît, de satisfaire toutes les ambitions dont elle admet la légitimité, il faut que la société ait une richesse collective beaucoup plus grande, ou, ce qui revient au même, que, par son travail quotidien, elle rende beaucoup plus de produits. Il le faut pour que tout homme laborieux et de bonne conduite obtienne, en retour de son travail, une quote part plus forte qu'autrefois. C'est là un des articles essentiels du nouveau pacte social. Vous voyez ainsi que la question suprême qui est posée aujourd'hui et que notre époque est tenue de résoudre, entre directement dans la compétence de l'économie politique.

Le problème à résoudre, dans les temps modernes se présente en des termes qui, au premier abord, ont un air de paradoxe. La masse des produits quotidiens du travail de la société, considérée dans son ensemble, a besoin d'être agrandie dans une forte proportion, afin que la part moyenne, la part de chacun puisse être augmentée. Il ne s'agit pourtant pas de faire travailler les hommes davantage ; bien au contraire, il est indispensable que la durée du labeur journalier soit amoindrie, parce que, passé un certain point, le travail matériel affecte et écrase l'intelligence de l'homme. Par la même raison, il est nécessaire que l'effort musculaire dépensé dans un laps de temps donné soit moins intense, car il est bien connu que l'intensité de l'effort musculaire, tout autant que la longueur de la journée du travail, détermine l'affaissement de l'esprit et finirait par râver l'homme au niveau de la bête de somme. Voilà donc la contradiction apparente devant laquelle on se rencontre : avec un labeur de moindre durée et un moindre effort musculaire, il faut une production beaucoup plus considérable. Ces termes semblent s'exclure ; il n'en eut pourtant rien il y a là un mystère qui s'accomplit ; mais un mystère parfaitement justifiable du raisonnement. En vertu de ce mystère, sans que l'effort physique de l'homme soit accrue, et même parallèlement à la diminution de cet effort, il y a augmentation de la force productive de l'individu et de la société, force productive mesurée à la quantité des produits blé, vin, viande, fer, coton filé, étoffes de coton ou autres, etc... qui consultent du travail annuel de chacun selon qu'il s'adonne à un industrie ou à une autre. C'est par la vertu de l'esprit humain que s'opère à la sorte de miracle. La première force de l'homme c'est son esprit, c'est par là qu'il vaut, plus que par la vigueur de ses muscles, la souplesse de ses membres, ou l'adresse de ses doigts. Intelligence lui a été donné pour qu'il exerce l'empire du monde matériel. Par cette intelligence il pénètre les lois de la nature, il en découvre les secrets. Il dirige les forces naturelles, il s'en empare, les asservit à sa volonté et les

fait vailler (? p. 30) à sa place et ç son gré : et c'est ainsi que les sciences physiques, chimiques et mécaniques, qui semblent n'avoir rien de commun avec l'économie politique, contribuent ç fournir une base solide aux intérêts économique de la société.

Vous aurez une idée des accroissement que peut recevoir la force productive de l'individu et de la société en parcourant les tableaux statistiques que les gouvernements de tous les pays civilisés se font l'honneur aujourd'hui de publier. Dans ces relevés les faits (... p. 30) abondent, et l'on n'a que l'embarras du choix. Je citerai, entre autre la production du fer en Europe. Je choisis ce métal parce qu'on a dit avec raison que la consommation qui s'en fait donne une mesure approchée de l'avancement même de la civilisation. Il y a soixante ans, un travail avec soin par un ingénieur fort instruit (M. Bleron à Villefosse) portait la production de l'Europe en fer forgé et en fort moulée à 722,000 tonnes (de mille kilog.), ce qui répondrait en fonde brute à un million de tonnes environ. Aujourd'hui on peut croire que cette production que cette production est sept ou huit fois plus grande. Voici maintenant une autre substance qui joue aussi dans l'industrie un bien grand rôle : le coton. Avant la guerre civile qui a désolé les États-Unis, l'Union américaine était le principal fournisseur de l'Europe pour cette matière première et on ne se trompe guère en disant qu'elle le sera (...) devenue avant qu'il soit longtemps. Or, savez-vous ce qu'il était cette production américaine au commencement du siècle ? De huit à dix mille balles de 187 kilogrammes chaque. En 1860, année qui précédé immédiatement la guerre civile, c'était de 5,200,000 balles. Ceci m(...) à quel point, en 1869, la consommation des articles de lingerie et de bonneterie et par conséquent les habitudes de propreté, s'étaient développées dans le monde civilisé, en comparaison des premières années du siècle. Autre fait qui concerne aussi le coton : vous savez que l'Angleterre est de tous les pays du monde celui qui produit le plus de toiles de cette substance. Il y a quarante ans, l'Angleterre exportait des toiles de coton écrues, blanches ou en couleur, de quoi faire neuf fois autour de la planète, neuf fois 40,000 kilomètres, ou, si vous l'aime mieux, neuf fois dix mille lieus. Dans chaque période de dix années cette quantité double à peu près. Si la suspension des arrivage de coton brut n'avait à partir de 1861, imposé à l'industrie anglaise un tempo d'arrêt funeste, cette exportations serait aujourd'hui de cent fois le tour de la terre.

Un autre exemple mettra en relief la grandeur des forces mécaniques que l'homme est parvenu à mettre à son service et qui, travaillant pour lui, augmentent sa puissance productive. La locomotive n'es qu'une des formes diverses de la machine à vapeur. Il y a quarante ans, il n'exista pas une seule locomotive en Europe ; aujourd'hui i y en a 16,500. Une forte locomotive remorque sur une douce 700,000 kilog. De poids utile, sans compter le poids mort qui correspond aux véhicules eux-mêmes. Pour tirer sur une route impériale une pareille masse de marchandises, il faudrait 700 chevaux en chair et en os. Mais une locomotive peut rester en action plus longtemps qu'une bête de somme, et, par la vitesse qu'elle déploie, elle rend un service supérieur. Ainsi une de ces fortes locomotives tient lieu de 1,400 chevaux, l'effectif de deux magnifiques régiments de cavalerie au grand complet. Supposez que les 16,500 locomotive de l'Europe ne valent en moyenne que le tiers de celles dont je viens de parler, elles représenteront 7,700,000 chevaux à l'écurie. Si on voulait prendre pour terme de comparaison la force de l'homme, se serait l'équivalent de 38,500,000 hommes, la population de la France entière, avec les femmes, les enfants, les vieillards, tous transformés en hommes valides, dans la plénitude de leurs forces.

Les chemins de fer nous donne un autre terme de comparaison assez instructif au sujet de efficacité des forces mécaniques sur lesquelles l'esprit de l'homme a assis son empire : c'est le bon marché en même temps que la célérité des transports. A l'égard des marchandises, si les chemins de fer étaient dans le même cas que les routes impériales, c'est à dire si l'on pouvait faire abstraction du capital engagé dans la construction, de sorte que les particuliers n'eussent à payer que les frais e traction avec l'entretien du matériel, ce serait de moins d'un centime par tonne transportée et par kilomètre parcouru. Avec le roulage sur les anciennes routes, c'était vingt fois autant. Dans cette même hypothèse, qui, je dois le dire, est hors de la question dans les pays ou ce n'est pas l'État qui possède les voies ferrées,

on pourrait faire trans verser l'Empire français de part en part à une barrique de vin pour 3 francs et à un hectolitre de blé pour 1 franc. Or, messieurs, avant les chemins de fer, il y avait des moments où la différence des prix du blé d'une localité à l'autre allait jusqu'à 20 francs par hectolitre. Dans la même supposition ou il n'y aurait à servir aucun intérêt pour le capital engagé dans la construction des chemins de fer, un voyageur pourrait être transporté du Havre à Marseille pour une dizaine de francs.

Si vous étiez tenté de penser que ces évaluations sont de pures fantaisies, des espèces de bouquets à Chloris en l'honneur des chemins de fer, je vous citerais le fait suivant, qui est un fait tout ce qu'il y a de plus matériel comme fait : le gouvernement belge a établi, depuis le printemps de cette année, sur le réseau des chemins dont il est le propriétaire, un tarif avec lequel on franchirait la distance de Paris à Marseille pour moins de 10 francs. Je n'affirme pas que le gouvernement belge verra ainsi son budget des recettes, du chef de chemins de fer, s'accroître ou se maintenir ; mais comme il n'est pas de dividende à servir à des actionnaires, ni d'intérêt à payer à des obligataires spéciaux, il peut supporter un état de choses où il ne ferait que joindre les deux bouts. Quant au public belge, il est certain que ce bon marché des voyage se traduit pour lui par des avantages considérables.

(La Suite au prochain numéro) Michel Chevalier

Je pourrais prolonger indéfiniment ces aperçus statistiques. Mais, pour fixer vos idées sur l'aptitude de l'homme à accroître sa puissance productive, soit individuelle, soit collective, de telle sorte qu'il y ait beaucoup plus de produits à repartir entre les différents collaborateurs, je prendrai la question par un autre côté, qui peut-être n'est pas moins saisissant. Combien ne rencontrons-nous pas autour de nous d'hommes qui, partis de rien, sont arrivés par le travail à une grande fortune ; et celle-ci ayant été honorablement acquise est leur titre à la considération publique. Si, au lieu de s'arrêter à des individus isolés, on considère une nation dans son ensemble, les exemples remarquables ne nous manqueront pas. Je pourrai, citer dans le passé, cette glorieuse cité de Venise qui, après une servitude de deux tiers de siècle, vient de recouvrer la liberté. Elle avait eu pour berceau des marécages ; elle avait fini par être la ville la plus riche et la plus puissante de l'Europe ; elle traitait d'égal à égal avec les plus grands souverains. Elle demeura prospère et grande, tant qu'elle fut fidèle à ses bonnes habitudes d'autrefois. Je pourrais nommer aussi la Hollande, dont les débuts avaient été plus laborieux encore ; car, tandis que Venise était née avec la pleine possession de son indépendance, les Provinces-Unies des bouches du Rhin et de la Meuse eurent à conquérir la leur contre un prince qui était alors le plus puissant du monde et qui était plus cruel qu'il n'était puissant, Philippe II, et contre un général des plus consommés de son temps et aussi sanguinaire qu'il était habile, le duc d'Albe.

Mais je préfère prendre un exemple plus actuel, qui par cela même vous intéressera davantage : il y a, de l'autre côté de l'Atlantique, une nation toute jeune encore, dont l'existence et les progrès sont pour l'Europe un avertissement. La grande république des États-Unis nous offre le tableau d'une société où la prospérité commune est bien plus grande que dans nos contrées d'Europe. La puissance productive de l'individu y est plus forte en moyenne, je ne dis seulement que chez nous, mais qu'en Angleterre et en Écosse, où elle est supérieur à ce qui s'observe en France. La nation américaine, lorsqu'elle accomplit le grand œuvre de son indépendance, était petite par le nombre, petite par le degré de richesse. Depuis l'époque reculée de moins d'un siècle où elle s'est appartenu sans contestation, elle a déployé une indomptable persévérance, une incomparable activité et une admirable sagacité dans ces entreprises. A côté des quatre évangiles transmis par la tradition chrétienne qu'elle respecte profondément, elle en a un cinquième qui n'est pas d'un père de l'Église, mais qui ne lui sert pas moins de règle dans la pratique de la vie. C'est un écrit qui fut tracé par un grand citoyen, également éminent par ses vertus publiques et ses vertus privées. Je veux parler de ce chef-d'œuvre de bon sens et de raison pratique connu sous le nom de la science du *bonhomme Richard*, et dont l'auteur est Franklin, le même qui contribua pour une si belle pars à l'indépendance de sa patrie.

Les américains des États-Unis ont dot leur pays d'abord de la liberté du travail, qui chez eux marche inséparable des autres libertés, ensuite d'une éducation générale qui est étendue à tous, obligatoire même ; ils ont multiplié les institutions de crédit sans se montrer toujours soucieux à cet égard des meilleurs modèles à suivre. Ils ont couvert la contrée de voies de communication perfectionnées, exécutées avec une économie qu'on ne saurait trop louer et trop imiter. Ils ont dirigé le principal effort de leur activité, de leur volonté et de leurs talents, non pas vers la guerre, ou l'Europe aime à s'absorber, mais vers les art de la paix, ver l'exploitation de la nature, après avoir eu le soin de se placer sous le drapeau des principes politiques et sociaux les plus chers à la civilisation moderne, les mêmes que nous honorons sous le nom de principes de 1789. Ils ont fondé ainsi une société dont les développements rapides font l'étonnement du monde. Pour l'économie autant que pour l'homme politique, c'est un inépuisable sujet d'études ; c'est de l'économie politique expérimentale qui se fait là sur les plus vastes proportions, et il m'arrivera souvent de diriger votre attention de ce côté, toujours dans le dessein d'y puiser des inspirations et des exemples pour l'avancement de notre chère patrie.

Dans l'Union américaine, il y a un groupe de six États qu'on désigne souvent sous le nom collectif de la Nouvelle-Angleterre (*New England*), et dont je vous dirai un mot aujourd'hui pour vous montrer jusqu'à quel point une société d'homme industriels, intelligents, économes, peut porter sa puissance productive et comment une telle population peut parvenir à un degré d'aisance qui ne soit surpassé sur aucun point du globe, alors même qu'elle aurait été placée primitivement dans des circonstances défavorables. C'est un exemple curieux aussi, en ce qu'il fait voir comment une société ainsi composée peut faire tourner à son avantage ce que d'autres considéraient comme des obstacles. Parmi ces États, je vous demanderai de fixer vos regards sur l'un d'eux particulièrement, sur celui de Massachusetts, qui est le principal des six. Il fut fondé par une poignée d'hommes éminemment dignes d'estime et de respect, dont la persécution avait élevé le cœur, comme le feu purifie l'or, les puritains de la Grande-Bretagne, les *Pèlerins*, comme on les nomme en Amérique, âmes et intelligence d'élite, dont la descendance est restée au niveau de tels pères.

Les Pèlerins, débarqués dans le Massachusetts, rencontrèrent un terrain peu fertile, dont la base est souvent un granit qui non seulement comporte peu la culture, mais qui, de plus, hérisse d'écueils et de cataractes le lit des fleuves. La région la plus voisine de la mer, celle par conséquent qui était le mieux à leur portée et qui leur eût été le plus commode à mettre en culture, est parsemée d'étangs et de marécages. Le climat, enfin, est sujet à des variations extrêmes qui à l'été de Naples font succéder un hiver tout aussi âpre que celui de Moscou. Ces difficultés, devant lesquelles une race moins entreprenante eût senti s'évanouir son courage, n'effrayèrent point les puritains et n'ont pas arrêté leur postérité. Ils les ont attaquées avec tant de vigueur et d'intelligence qu'ils sont parvenus à le convertir toutes en éléments de richesse. Les cataractes par lesquelles la constitution granitique du sol avait, d'une manière uniforme, interrompu le cours des fleuves, ont été converties en chutes d'eau motrices pour des manufactures ; et celles-ci, je le dirai en passant, sont les plus remarquables du monde par le soin qui y est pris de la moralité et du bien-être des populations ouvrières, et par la sollicitude infatigable avec laquelle ces populations elles-mêmes veillent à la fois sur leurs propres intérêts. S'acharnant sur ces rochers de granit, rebelles à la charrue et dont le détritus même donne un sol ingrat, le habitants du Massachusetts en ont fait de vastes carrières de matériaux à bâtir et la source de grands profits pour eux-mêmes. Le granit de Boston, extrait par des procédés économiques et ensuite tallé à la mécanique, se répand au loin par la voie de mer et va se dresser en monuments qui ornent les villes éloignées. Me promenant sur le port, à la Nouvelle-Orléans, je voyais débarquer des pierres toutes taillées, d'un beau granit bleu. Je demandai ce que c'était, on me répondit : « la façade de l'hôtel d'une banque, qui arrive toute faite des carrières de Boston ; les ouvriers d'ici n'auront plus qu'à poser l'une sur l'autre les pierres numérotées à cet effet; »

Ils ont fait mieux encore avec les grands étangs épars le long du littoral : ils en retirent, grâce à la rudesse même de leurs hivers, la matière d'un commerce lucratif et d'u mouvement maritime de plus en plus considérable. L'épaisse couche de glace qui, par l'intensité du froid, se forme à la surface de

ces nappes d'eau, est découpée par des moyens mécaniques, fort ingénieux, en bloc quadrangulaires et réguliers d'un arrimage facile sur les navires. On en t'emplit de nombreux vaisseaux, ou la glace se conserve facilement, sous une épaisse couche de sciure de bois, et qui vont la distribuer dans les ports, non seulement de tout l'Amérique mais aussi de tout la vieille Asie ; car cette glace des environs de Boston n'alimente pas seulement les cités répandues sur le littoral des Etats-Unis, qui en consomment infiniment. Traversant dans toute sa longueur la zone torride, elle se débite dans les ports de l'Amérique méridionale, que baigne l'Atlantique, jusqu'au Brésil, jusqu'au-delà de La Plata. Elle double le cap Horn pour aller rafraîchir les habitants des ports de l'autre versant du Nouveau-Monde et arrive enfin à Canton, à Calcutta, à Madras, à Bombay, après avoir franchi de nouveau la majeure partie de la zone torride. Ce trafic de la glace occupe beaucoup plus de navires que le commerce de toutes nos colonies.

Les habitants de Massachusetts se sont dit aussi que, si le sol qui les entoure ne rendait pas à l'homme une rémunération suffisante, ils avaient la mer devant eux. Ils sont devenus les premiers pêcheurs du monde, ci ce n'est pas seulement le menu fretin de l'Océan qu'ils poursuivent : la pêche de la baleine est devenue l'objet de leurs armements; ils l'exécutent dans la perfection jusque dans les régions polaires ; ils en possèdent presque le monopole aujourd'hui, monopole légitime, puisqu'il est fondé sur leur habileté supérieure et qu'il dérive, non d'une légalisation arbitraire, mais de l'intelligence de l'homme, de la liberté du travail et ainsi que j'aurai lieu de vous l'exposer plus tard, d'une heureuse application du principe d'association.

Je terminerai, au sujet des habitants de Massachusetts par en trait de mœurs qui montre sous un nouveau jour le génie industriels de cette population. Il y a un certain nombre d'années, quelques parties de leur littoral furent infestées de requins ; un autre peuple, regardant ce vorace animal purement et simplement comme un fléau, se serait proposé de l'exterminer et n'aurait rien va au-delà. Pour les gens du Massachusetts, dont l'esprit est constamment tourné vers l'exploitation de la nature, la destruction des requins aventurés dans leurs parages n'était que la moitié de l'œuvre. Ils virent dans ces monstres marins, égarés près de chez eux, un but pour leur activité productive ; ils péchèrent le requin pour en exploiter la partie charcet dont ils tirèrent de l'huile, et la partie essence fut venue à des cultivateurs qui la broyèrent pour la répandre dans leurs champs.

J'aurais peut-être mieux réussi à vous faire apprécier ce que peut faire l'homme, tout ce qu'il lui est possible d'obtenir de son travail quand il le veut, si, à côté de cette esquisse de l'habitant de Massachusetts, je place celle d'une autre race placée au milieu de circonstances naturelles beaucoup plus favorables, et que cependant a franchi à peine le seuil de la civilisation, alors que l'habitant de Massachusetts a pénétré si avant dans la carrière et est devenu l'un des types les plus remarquables de l'homme cultivé. De la Nouvelle-Angleterre, transportons-nous dans la bassin de La Plata. Là le terroir est fertile, le climat délicieux. On y rencontre des fleuves majestueux, d'une navigation facile, dont les branches se ramifient au loin dans tous les sens, invitant ainsi l'homme à aller du littoral dans l'intérieur, pour y faire une florissante agriculture, qui écoulerait aisément ses produits par les mêmes voies navigables. Ces vastes plaines connues sous le nom de pampas offrent, par une insigne faveur, des ressources exceptionnelles. D'innombrables troupeaux de la race bovine y pullulent sans qu'un ait besoin de s'en occuper autrement que pour les prendre. La race [b]ovine y réussit aux moins merveilleusement, sans demander plus de travail à l'homme. Des myriades de chevaux sont entrants dans ses patronages naturels, à côté des bœufs et des moutons. A une population qui serait industrielle, ces plaines indéfinies du bassin de La Plata, grande comme des empires, fourniraient, sans préjudice de bien d'autres productions pour lesquelles in n'y aurait qu'à frapper du pied la terre, les éléments d'un commerce illimité en viandes conservées, en cuirs, en laines et même en bêtes vivantes. C'est à peine si tout cela est effleuré par la main indolente d'une race sans industrie. On laisse la pour dévorer des masses immenses de viandes , on en recueille à peine une parcelle qui, grossièrement séchée au soleil, donne un manger infect dont s'alimentent les moires des Antilles. Quant à la laine, voici un terme de comparaison qui mérite de vous frapper : sur le marché anglais, qui est le rendez-vous

principal des laines de provenance lointaines, les laines de La Plata ne fournissent qu'un contingent de dixième de ce qu'envoie l'Australie, ou cependant les mines les plus productives d'or et de cuivre disputent les bras à l'agriculture.

III

Il ne suffit pas de connaître les forces physiques de tout genre que l'homme peut mettre en action, depuis les chutes d'eau, l'impulsion de vent en la force élastique, de la vapeur, jusqu'au courant électrique et aux attractions chimiques. Il ne suffit même pas d'avoir les capitaux nécessaires pour exécuter les appareils par lesquels ces forces mises en activité. Il faut aussi savoir quels sont les rapports à établir entre les hommes, afin que l'effort collectif de la société pour la production possède toute la vertu possible, et que les produits ainsi obtenus soient distribués de la façon la plus équitable. C'est l'économie politique qui a la charge de rechercher et de faire connaître ces rapports. Par ce simple énoncé, vous comprenez, messieurs, la difficulté et aussi l'importance de la tâche qui incombe à l'économie politique.

Les éléments du problème que je vous signale en ce moment sont en semblent être variables suivant une multitude de circonstances, de temps et de lieux. Ils sont subordonnés à des conditions morales telles que l'état des mœurs et le degré de l'avancement intellectuel des peuples. Toutefois, si l'on envisage des peuples civilisés comme ceux qui aujourd'hui habitent et embellissent de leurs ouvrages l'Europe et une moitié au moins de l'Amérique, il est possible de tracer des lois générales desquelles découlent toutes les solutions particulières. Ces lois générales ont leur origine dans la nature humaine comprise comme elle l'est aujourd'hui, dans les tendances notoires de la civilisation qui elles-mêmes résultent pareillement de la nature humaine. Pour une bonne part, vous le verrez dans les exposés que je vous présenterai successivement, elles découlent directement, ces lois, des mêmes principes sur lesquels repose l'organisation sociale et politique des nations modernes, les immortels principes de 1789.

Qu'est-ce que l'homme ? le philosophes se sont appliqués à le définir, ils en ont même donné quelquefois des définitions étranges, à commencer par celle qu'avait imaginée un philosophe grec disant que : « c'était un animal à deux pieds et sans plumes, » ce qui donna lieu de la part de Diogène à une réfutation originale, bien comme de vous tous. Mais toutes les définitions anciennes et modernes qui ont quelque crédit viennent se condenser dans celle que traça jadis un des lus grands esprits qui aient paru sur la terre, l'illustre précepteur du grand Alexandre de Macédoine, le philosophe grec Aristote. D'après lui, l'homme est à la fois un animal raisonnable, c'est-à-dire d'une personnalité intelligente, et un animal sociable. Par sa raison, l'homme est le plus personnel de êtres : par sa sociabilité, il a la vocation et la nécessité de s'unir à ceux qui l'entourent : il n'a pas de plus grand besoin que de mimer des rapports divers et de plus en plus étendus avec ses semblables : c'est ainsi qu'à mesure qu'il se civilise il en établit de toutes sortes avec ses compatriotes, avec ses voisins de la ville et du département , avec ses cointéressés dans les diverses sociétés dont il est membre, soit à titre permanent, soit à titre provisoire, sociétés qui peuvent être des genres les plus divers, religieuses, politiques, commerciales, scientifiques, artistiques ou de simple agreement.

Le sociabilité humaine ne s'arrête pas à la frontière des Etats. Elle va bien au-delà, enne ne connaît d'autres limites que l'étendue de la planète même. Ce que je dis ici n'est pas une nouveauté éclosé dans notre siècle. C'est antérieur même au christianisme. Il y a près de deux mille ans que Cicéron écrivait qu'il se reconnaissait deux patries : Rome et le monde.

Le drame si compliqué qui s'accomplit au sein de chaque état et sur la terre tout entière est le jeu incessant de la personnalité et de la sociabilité de l'homme : il résulte de leur action et réaction

réciproques. Toutes les questions qui se débattent les mettent en activité l'une et l'autre. A la notion de la personnalité intelligente et à celle de la sociabilité joignez celle du progrès qui, du reste, y est implicitement comprise, et vous aurez embrassé tous les grands mobiles de l'homme, les forces qui déterminent tous les phénomènes grands et petits de l'histoire des Etats, comme de l'existence des individus. La personnalité, pour avoir sa légitime satisfaction, pour n'être pas un vain mot, a besoin de la liberté. La relation entre la liberté et la personnalité est tellement intime qu'on peut les considérer comme rentrant l'une dans l'autre et se confondant l'une avec l'autre. Par conséquent il est naturel de les substituer l'une à l'autre dans la définition de l'homme, et c'est ainsi qu'on peut dire également que l'homme est un être personnel, sociable et perfectible, ou bien un être libre, sociable et perfectible.

L'économie politique, qui a sa sphère d'action nettement délimitée, et dont le domaine ne franchit pas ce qui concerne la production et la distribution de cette chose qu'on nomme la richesse, chose que j'aurai à vous définir, l'économie politique étudie, décrit et qualifie la personnalité et la liberté de l'homme, sa sociabilité et aussi sa perfectibilité, chacune dans ses rapports avec les deux grands phénomènes de la production et de la distribution de la richesse.

A ces deux grands phénomènes on pourrait, pour plus de précision, en ajouter deux autres, dont l'importance est grande, je veux parler de la consommation et de la conservation de la richesse : mais, à la rigueur, on peut considérer celles-ci comme rentrant dans la distribution.

La production et la distribution sont certainement très distinctes l'une de l'autre. Ce serait une erreur que de les subordonner l'une à l'autre. De notre temps surtout, la distribution mérite d'occuper les esprits tout autant que la production. Bien plus, aujourd'hui, les problèmes qui se rapportent à la distribution de la richesse sont plus ardu et non moins urgents à résoudre que ceux qui sont relatifs à la production. C'est une des nécessités sociales les plus évidentes dans le moment présent que de rendre cette distribution aussi équitable que possible ; il faut même le dire, le repos de la société est à ce prix. Aveugle qui ne le verrait pas. Néanmoins, messieurs, il est un côté par lequel la production de la richesse apparaît comme primant la distribution. C'est que, avant de répartir les produits, il faut les avoir créés : c'est le vieil aphorisme de la peur de l'ours. Vous devez donc vous attendre à ce que, dans l'enseignement qui vous sera donné ici, une grande place soit réservée à l'examen des questions relatives à la production de la richesse et particulièrement à la recherche des dispositions les plus propres à augmenter la puissance productive de l'individu et de la société. Quand on sera parvenu à développer grandement la puissance productive, le problème de la diffusion du bien-être sera bien près de la solution. Le courant des citées qui dominent qui dominent de nos jours a une telle direction et une telle force, qu'il y a peu lieu de craindre que la distribution de la richesse collective ainsi fortement agrandie se fasse d'une façon qui blesse l'équité. La justice réciproque a revêtu de nos jours une firme et pris un nom devant lequel tout le monde s'incline, quoique des vanités semblent quelquefois lui faire échec. Ce nom c'est l'égalité, c'est-à-dire la répartition des avantages sociaux en proportion des mérites et des services.

Ainsi, messieurs, que le hommes travaillent avec opiniâtreté et intelligence, qu'ils travaillent en perfectionnant sans cesse les procédés des arts utiles et eu se perfectionnant eux-mêmes ; qu'ils soient économies, afin d'avoir plus de capitaux pour l'avancement et l'agrandissement des diverses industries, ou, pour dire la même chose autrement, pour être en possession des moyens matériels d'accroître la puissance productive de l'individu et de la société. Habituons la jeunesse à estimer à toute leur valeur, qui est grande, les professions industrielles, je veux dire les occupations de l'agriculture, des manufactures et du négoce, afin que les sujets d'élite cessent de se poirier avec une prédilection mal justifiée vers les fonctions publiques, civiles ou militaires ; avertissons les jeunes gens qui sont nés dans la richesse ou l'opulence que, pour briller dans la société moderne, le plus sûr moyen, n'est pas de dépenser, qu'avant tout il faut produire. Notez, je vous prie, que ce mot de produire doit s'entendre dans un sens très large : quiconque est un membre utile de la société est par cela même un producteur ou doit être assimilé aux producteurs. Lors donc que je dis que chacun doit

produire, cela signifie que chacun est tenu de rendre à la société sa part de services. La considération publique est à ce prix désormais.

Dans cette direction nouvelle que prennent les sociétés, je vous signalerai entre autres un soin à avoir, un préjugé à secouer ; nous devons considérer tous les autres peuples civilisés alternativement comme des émules et comme des associés. A titre d'émulés, fâchons de ne pas demeurer en arrière d'eux, et au contraire de les égaler. A titre d'associés, regardons-les comme des hommes avec lesquels nous sommes solidaires. Disons-nous que leur prospérité doit contribuer à la nôtre ; et en effet on peut faire de nombreux et profitables échanges avec une nation qui est riche ; il n'y a que des affaires restreintes et mesquines avec une nation qui est pauvre. Abstenons-nous d'une confiance exaltée et aveugle en notre propre supériorité. Oui, sans doute, nous sommes un grand peuple ; mais le moyen de le rester et d'étonner le monde par nos succès, c'est de ne pas nous envirer de cette flatteuse pensée que nous sommes les premiers de tous ; c'est bien au contraire de ne pas nous endormir dans le sein de notre gloire. L'homme n'est pas ici-bas pour s'enorgueillir de ce qu'il vaut mieux que ses semblables. Il est bien plus fidèle à sa mission en cherchant sans cesse en quoi les autres l'emportent sur lui et ce qu'il lui convient de faire pour les atteindre. Dans les arts utiles plus qu'ailleurs, la vie est un enseignement mutuel. Le manufacturier, l'agriculteur, le commerçant doivent se répéter souvent que les cinq parties du monde leur offrent un champ inépuisable d'observations et de progrès, qu'il y a partout quelque chose à apprendre, quelque chose à imiter. Soyons fiers d'être Français, mais pour que cette fierté ne dégénère pas en un vice ou une faiblesse, répétons-nous matin et soir qu'il faut estimer et honorer les autres peuples et leur emprunter indéfiniment ce qu'ils ont de bien. A ces conditions, et sous ces réserves, l'amour-propre national est une vertu et une force.

La supériorité industrielle n'a pas toujours appartenu à l'Europe, il ne faudrait pas remonter beaucoup de siècles en arrière pour trouver un état des choses où l'Orient extrême était en cela plus avancé que les Européens. Les procédés manufacturiers des Chinous étaient, il y a trois cents ans et encore plus il y a dix siècles, au-dessus de ceux que pratiquaient alors nos pères. Aujourd'hui même, comme agriculteurs, ils font rendre à la terre bien au-delà de ce que nous en tirons dans notre Europe. De même que nous fûmes peu civilisées autrefois, nous avons beau être grands aujourd'hui nous pourrions cesser de l'être. Dans les temps antiques, il y eut de grands empires qui ne sont plus. Ils avaient de fastueuses capitales, ils étaient remarquables dans plusieurs des arts utiles. Ils cultivaient avec succès plusieurs des beaux-arts ; que sont-ils devenus cependant ? Leurs vastes cités sont des ruines, et c'est avec peine qu'on en retrouve la trace sur le sol. Leurs arts ne subsistent plus qu'à l'état de rares échantillons déposés dans nos musées. Il leur est arrivé ce qui arrivera toujours à toutes civilisations qui refusera de marcher et voudra s'arrêter dans les anciens sentiers. C'est ainsi qu'on a vu succomber successivement les Assyriens, l'Egypte, et puis la Grèce, et puis l'empire romain. Grand et douloureux enseignement dont nous devons faire notre profit, messieurs, afin de tenir distance de nous ces lamentable destinées.

Sur la scène agitée du monde, au milieu du conflit incessant des passions et des intérêts, parmi l'effervescence de tant d'ambitions qui poussent les nations jeunes, comme les individus remplis de la sève de la jeunesse à se produire presque à tous prix, un effort continual est indispensable à quiconque veut maintenir son rang et ne pas déchoir.

L'empereur roumain a légué un genre humain la meilleur devise que les peuples civilisés puissent prendre, une devise qui ne perdra jamais le mérite de l'à-propos. C'est sur un mot profond que je vous laisse pour aujourd'hui, messieurs. Il contient le principal secret de l'économie politique. Et ce n'est pas seulement sur ce terrain de l'économie politique qu'il mérite d'être sans cesse rappelé au genre humain, aux grandes nations et aux simples particuliers.

Michel Chevalier